

برنامج
الأغذية
العالمي



Programme
Alimentaire
Mondial

World
Food
Programme

Programa
Mundial
de Alimentos

**Ssession annuelle
du Conseil d'administration**

Rome, 6–10 juin 2005

PROJETS SOUMIS AU CONSEIL D'ADMINISTRATION POUR APPROBATION

**Point 9 de l'ordre du
jour**

Pour approbation



Distribution: GÉNÉRALE
WFP/EB.A/2005/9-A/1
19 avril 2005
ORIGINAL: ANGLAIS

PROJET DE DÉVELOPPEMENT – PROJET DE RENFORCEMENT DES CAPACITÉS DANS LA RÉGION AMÉRIQUE LATINE ET CARAÏBES 10411.0

**Renforcement des capacités d'appui aux
programmes de protection sociale fondés sur
l'apport d'une aide alimentaire**

Durée du projet

4 ans

Coût (dollars E.-U.)

Coût total pour le PAM

7 660 000

Le tirage du présent document a été restreint. Les documents présentés au Conseil d'administration sont disponibles sur Internet. Consultez le site WEB du PAM (<http://www.wfp.org/eb>).

NOTE AU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Le présent document est présenté au Conseil d'administration pour approbation.

Le Secrétariat invite les membres du Conseil qui auraient des questions de caractère technique à poser sur le présent document, à contacter les fonctionnaires du PAM mentionnés ci-dessous, de préférence aussi longtemps que possible avant la réunion du Conseil.

Directeur du Bureau régional pour l'Amérique latine et les Caraïbes (ODPC): M. P. Medrano Rojas tél.: 066513-2323

Conseillère principale régionale pour le programme, ODPC: Mme D. Hines

Assistante principale du Directeur, ODPC: Mme S. Marzorati tél.: 066513-2217

Pour toute question relative à la distribution de la documentation destinée au Conseil d'administration, prière de contacter le Superviseur de l'Unité des réunions et de la distribution (tél.: 066513-2328).



RESUME

La région des pays d'Amérique latine et des Caraïbes (ALC) offre une image très composite, que ce soit en termes de géographie, de langues, de coutumes ou de niveaux de vie. La lutte contre la malnutrition¹ et la faim exige par conséquent des stratégies bien adaptées à chaque pays. Si des progrès ont effectivement été enregistrés dans la lutte contre la faim et la malnutrition, il n'en demeure pas moins que les résultats positifs obtenus ne sont pas répartis de façon proportionnelle entre les différents pays et à l'intérieur même de chacun de ceux-ci.

Grâce à ce projet de renforcement des capacités, le PAM va continuer de déployer un système d'information permettant de mieux faire connaître le problème de la faim et de la malnutrition, en mettant l'accent sur son coût social élevé par rapport à ce que coûteraient les mesures permettant de lutter contre ce fléau. Le PAM entreprendra des activités visant à encourager les gouvernements des pays de l'ALC à placer la faim à l'ordre du jour de leurs politiques sociales, à promouvoir le dialogue, à préconiser des stratégies de lutte contre la faim et la malnutrition et à regrouper les spécialistes les plus compétents afin qu'ils exercent une influence sur l'élaboration des politiques et des programmes. Il facilitera le lancement d'un processus dynamique qui, combiné à l'appui technique, permettra aux pays de l'ALC de renforcer leurs programmes nationaux de protection sociale fondés sur l'apport d'une aide alimentaire, dans le but de lutter contre la faim et la malnutrition partout là où elles frappent les populations.

PROJET DE DECISION*

Le Conseil approuve le projet de développement pour la région Amérique latine et Caraïbes 10411.0, "Renforcement des capacités d'appui aux programmes de protection sociale fondés sur l'apport d'une aide alimentaire". (WFP/EB.A/2005/9-A/1).

¹ Aux fins du présent projet, le terme "malnutrition" se réfère spécifiquement à la malnutrition chronique et à l'insuffisance pondérale. La question du partage des informations et connaissances relatives aux déficiences en vitamines et en sels minéraux sera traitée dans le présent rapport, mais c'est dans le cadre d'une autre publication que sera plus particulièrement traitée celle de la fourniture de l'appui technique.

* Ceci est un projet de décision. Pour la décision finale adoptée par le Conseil, voir le document intitulé "Décisions et recommandations" publié à la fin de la session du Conseil.



ANALYSE DES PROBLEMES

1. Ces trente dernières années, les gouvernements des pays de l'ALC ont pris des engagements et ont affecté des ressources à la lutte contre la faim et la pauvreté, soutenus en cela par les institutions financières internationales (IFI), les donateurs bilatéraux et les agences multilatérales. Ils financent et mettent en œuvre différents programmes de protection et d'aide sociales; le problème de la faim figure de plus en plus fréquemment à l'ordre du jour de leur politique nationale en général et de leur politique sociale en particulier. Par rapport à d'autres régions, celle-ci a bénéficié de niveaux élevés de dépenses sociales par habitant.
2. Bien que très divers, tant dans leurs objectifs que dans leurs dispositifs d'application, les programmes sociaux permettent de combler petit à petit l'écart entre riches et pauvres et de lutter efficacement contre la sous-alimentation et la malnutrition. Il n'en demeure pas moins que 53 millions de personnes sont encore sous-alimentées, et que 200 millions vivent dans la pauvreté.

Les inégalités et la faim

3. Dans les pays de l'ALC, les inégalités persistent depuis des décennies, et les améliorations dans ce domaine sont très modestes. Les moyennes nationales masquent en fait d'énormes disparités entre les zones urbaines et les zones rurales, les régions reculées et les régions plus accessibles, les populations indigènes et les autres populations. Cette inégalité, en grande partie associée à des différences salariales, est influencée par l'ampleur et la qualité de la scolarisation, les préjugés ethniques et sexistes, l'accès à l'emploi et les différences de revenus entre zones urbaines et zones rurales. Le développement économique, l'urbanisation rapide et une instabilité chronique contribuent aux inégalités. Quelle qu'en soit la cause directe, les inégalités d'accès aux revenus, à la nourriture, à la santé, à l'éducation et à l'emploi ralentissent le progrès social.
4. Dans la plupart des pays, les revenus sont de plus en plus concentrés: selon des enquêtes auprès des ménages, les 10 pour cent les plus riches, dans la plupart des sociétés latino-américaines, perçoivent entre 40 et 47 pour cent du total des revenus; et les 20 pour cent les plus pauvres 2 à 4 pour cent. Cette concentration des revenus au sommet de la pyramide de répartition est l'une des caractéristiques les plus frappantes des inégalités de revenus en Amérique latine. Par comparaison, aux États-Unis, les 10 pour cent les plus riches perçoivent 31 pour cent du total des revenus². L'indice moyen de Gini³ pour le revenu par habitant dans 13 pays d'Amérique latine a récemment augmenté pour atteindre, en moyenne pondérée, une valeur de 54 en 1998; c'est au Brésil (60,7) et au Nicaragua (60,3) qu'il est le plus élevé.
5. Dans les pays de l'ALC, les indices de pauvreté ne constituent pas toujours un instrument de mesure approprié de la faim et de la malnutrition. Les disparités en matière d'accès à la nourriture demeurent parmi les plus élevées au monde et ce sont elles qui vont déterminer si les pays de l'ALC parviendront à atteindre les objectifs du Millénaire pour le développement (OMD). Les inégalités en matière d'accès à la nourriture se sont accrues au cours des années 90, et ce en dépit de la diminution du nombre des personnes vivant dans

² Banque mondiale 2004. *Inequalities in Latin America and the Caribbean: Breaking the History*. Washington DC.

³ L'indice de Gini mesure l'inégalité en matière de répartition du revenu ou de la consommation. Une valeur de zéro représente l'égalité parfaite, une valeur de 100 l'inégalité parfaite.



une pauvreté extrême, ce qui s'explique en partie par le niveau élevé de la disparité des revenus.

La malnutrition chronique

6. Les problèmes de la faim et de la malnutrition sont en grande partie dus à un accès insuffisant à la nourriture, lui-même imputable à la faiblesse des revenus. Les niveaux élevés de malnutrition chronique et les rechutes dans des situations de malnutrition aiguë du fait des bouleversements climatiques et des crises économiques sont particulièrement préoccupants. En 2003, 8,9 millions d'enfants de moins de cinq ans souffraient de malnutrition chronique.
7. Les pays dans lesquels on observe des niveaux élevés de malnutrition chronique chez les enfants de moins de cinq ans (écart en pourcentage par rapport à la taille normale d'un enfant de moins de deux ans) sont: le Guatemala (49 pour cent), le Honduras (29 pour cent), la Bolivie (27 pour cent), l'Équateur (26 pour cent), le Pérou (25 pour cent), Haïti (23 pour cent), le Nicaragua (20 pour cent) et El Salvador (19 pour cent)⁴.
8. Les moyennes nationales ne reflètent pas les écarts extrêmes entre les groupes et les zones géographiques. Par exemple, au Guatemala, la malnutrition chronique peut atteindre 80 pour cent dans certaines communautés indigènes rurales; dans la région andine, où vivent 190 groupes ethniques, les enfants des communautés indigènes courent deux fois plus de risques que les autres de souffrir d'un retard de croissance. L'incidence du VIH, de plus en plus élevée dans la région, est à la fois une cause et un effet de la pauvreté. La malnutrition a des conséquences négatives sur le traitement du VIH et elle est un facteur d'augmentation de l'incidence du VIH/sida.
9. Les inégalités, la pauvreté et la malnutrition se liguent pour produire une situation économique complexe, qui doit être analysée en profondeur si l'on veut que les relations de cause à effet sous-jacentes à ce problème se reflètent dans les politiques et les programmes adoptés. Les analyses fondées sur la pauvreté et les études de l'Analyse et de la cartographie de la vulnérabilité (ACV) ne font pas toujours la distinction entre les différents facteurs à la source de la malnutrition ou ne permettent pas d'identifier systématiquement les personnes les plus exposées à une détérioration nutritionnelle. Les variations extrêmes observées en matière de malnutrition montrent à quel point il est important de mieux connaître la structure sociale et géographique de la faim. Des analyses plus approfondies permettraient d'améliorer la délimitation précise des zones où sévit la faim, de trouver quels sont les moyens d'intervention les plus économiquement efficaces et de prouver que l'on devrait affecter davantage de ressources aux programmes de protection sociale fondés sur l'apport d'une aide alimentaire.

Les programmes sociaux

10. Les dépenses sociales ont considérablement augmenté entre 1990 et 1997, mais on a observé un ralentissement dans ce domaine à la fin de la décennie, parallèlement à celui de la croissance économique dans le monde entier. Il n'en demeure pas moins qu'au cours des années 90, les dépenses du secteur public par habitant ont augmenté en moyenne de 58 pour cent. Ces augmentations n'ont toutefois pas été accompagnées d'une réduction significative des disparités de revenus, ni entre les pays ni à l'intérieur de chacun de ceux-ci.

⁴ UNICEF. 2005. *State of the World's Children*. (Rapport sur la situation des enfants dans le monde). New York, États-Unis.



11. En moyenne, les augmentations des dépenses sociales ne se sont pas traduites par une hausse proportionnelle des ressources allouées aux programmes appuyés par une aide financière ou alimentaire: 1 pour cent environ des dépenses sont affectées aux programmes fondés sur l'apport d'une aide alimentaire.
12. Les importants prêts des institutions financières internationales sont une source de financement majeure pour les programmes sociaux. Au 30 juin 2003, le portefeuille de projets de la Banque mondiale dans les pays de l'ALC s'élevait, au total, à 22,4 milliards de dollars E.-U., avec pour priorités: i) l'éducation; ii) le soutien au secteur financier; iii) les politiques de redistribution et de protection sociale; iv) la réforme et la gouvernance des institutions; v) l'autonomisation et l'intégration des groupes exclus; vi) la durabilité de l'environnement. En juin 2003, la Banque mondiale a approuvé trois prêts pour un montant total de 80 millions de dollars, visant à renforcer des programmes en faveur des pauvres en Bolivie, y compris au moyen d'un crédit d'ajustement structurel pour la mise en place d'un filet de protection sociale.

DÉPENSES SOCIALES PUBLIQUES DANS LES PAYS DE L'ALC SOURCE: (CEPALC, PANORAMA SOCIAL DE L'AMÉRIQUE LATINE, 2002–2003)		
Pays	Dépenses publiques totales dans le domaine de l'éducation	Dépenses publiques totales dans le domaine de la santé
	Pourcentage du PIB (2000–2001)	Pourcentage du PIB (2000–2001)
Argentine	5,0	5,0
Bolivie	6,5	3,7
Brésil	3,7	3,0
Chili	4,1	2,8
Colombie	3,9	4,3
Costa Rica	5,0	5,3
El Salvador	2,6	1,5
Équateur	3,0	1,1
Guatemala	2,6	1,5
Honduras	5,8	3,1
Mexique	4,1	1,9
Nicaragua	6,3	4,8
Panama	6,0	8,2
Paraguay	4,0	1,1
Pérou	2,5	1,8
République dominicaine	3,0	1,9
Uruguay	3,4	2,8
Venezuela	5,0	1,4



JUSTIFICATION DU PROJET

13. Les pays de l'ALC sont extrêmement divers tant en termes de géographie, de langues, de coutumes que de niveaux de vie, si bien que la lutte contre la malnutrition et la faim nécessitent l'adoption de stratégies spécifiques à chaque pays, de niveaux de ressources différents et de calendriers adaptés. Étant donné que les transferts alimentaires ne représentent qu'environ 1 pour cent des investissements sociaux, il faudrait augmenter les ressources affectées aux programmes de protection sociale fondés sur l'apport d'une aide alimentaire. La collaboration entre les gouvernements et le PAM montre que des mesures plus efficaces de lutte contre la faim et des programmes sociaux fondés sur l'apport d'une aide alimentaire améliorés et de plus grande ampleur sont vraiment nécessaires. Le partenariat entre le PAM et le gouvernement de l'Équateur est un exemple du rôle que le PAM joue de plus en plus souvent: celui fondé sur la conviction, partagée, que les investissements dans la lutte contre la faim sont rentables. Le rôle du PAM va au-delà de l'approvisionnement en vivres et inclut le renforcement des capacités et une assistance technique pour le ciblage, le suivi, l'analyse d'impact et l'appui logistique.
14. L'action récente du PAM dans la région souligne à quel point il est important d'adopter des politiques et programmes permettant d'améliorer l'accès à la nourriture et de lutter contre la malnutrition maternelle et infantile. Cette action comprend la collaboration avec la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes (CEPALC), des études sur la faim effectuées par le PAM et des consultations régionales sur ce sujet, l'organisation de séminaires techniques sur le ciblage en collaboration avec le Secrétariat pour le développement social, (Mexique) et des activités conjointes avec le Gouvernement brésilien. Elle a fait ressortir qu'il est nécessaire que les programmes de protection sociale fondés sur l'apport d'une aide alimentaire fassent partie intégrante des stratégies nationales, y compris les documents stratégiques pour la réduction de la pauvreté, pour promouvoir une croissance économique durable et améliorer la répartition des revenus. Les documents stratégiques pour la réduction de la pauvreté ne sauraient à eux seuls répondre à tous les besoins alimentaires et nutritionnels des populations les plus vulnérables, notamment des enfants.
15. Les programmes sociaux fondés sur l'apport d'une aide alimentaire tels que les programmes d'alimentation scolaire et les programmes nutritionnels de santé maternelle et infantile fournissent l'occasion d'atteindre les groupes les plus vulnérables. Le suivi et l'évaluation de l'impact sont essentiels pour s'assurer que les programmes sociaux permettent de progresser vers la réalisation des OMD; ces activités impliquent la participation d'un groupe plus important encore de parties prenantes grâce à un meilleur développement des réseaux et à un partage des connaissances combiné avec l'appui technique, notamment en matière de ciblage. Il faut également accorder une plus grande attention aux activités de plaidoyer et accroître la participation du public au financement des programmes fondés sur l'apport d'une aide alimentaire, afin de pouvoir progresser plus rapidement vers la réalisation des OMD.
16. Le PAM et ses partenaires doivent tirer parti de leurs réussites et profiter du fait que le problème de la faim a commencé à bénéficier d'une large publicité grâce au programme *Fome Zero* (Faim zéro) du Président Lula au Brésil. L'accord conclu entre les Présidents Lagos, Lula et Chirac a donné un nouvel élan à la lutte contre la faim; d'autres gouvernements sont en train de rejoindre ce grand mouvement —par exemple le Nouveau front contre la faim, au Guatemala. C'est là une excellente occasion, pour le PAM, de travailler avec les gouvernements afin de lutter contre la faim et la malnutrition et d'aider tous les pays de l'ALC à atteindre les OMD; le PAM ne doit pas la perdre.



OBJECTIFS DU PROJET ET RESULTATS

Objectif général

17. L'objectif général du projet est d'accroître la capacité des gouvernements de lutter contre la faim au moyen de programmes sociaux nationaux fondés sur l'apport d'une aide alimentaire.

Objectifs

18. Les objectifs à court terme sont les suivants:
- renforcer les connaissances sur la faim et la malnutrition pour contribuer à une meilleure promotion des actions engagées dans ce domaine, à l'élaboration des politiques nationales et à la mise en œuvre des programmes de protection sociale fondés sur l'apport d'une aide alimentaire;
 - renforcer les capacités techniques pour mieux cibler et gérer les programmes de protection sociale fondés sur l'apport d'une aide alimentaire et prouver leur impact;
 - renforcer la capacité d'établissement de réseaux et l'adoption de stratégies concertées afin de faciliter l'échange d'informations et de consolider les programmes de protection sociale fondés sur l'apport d'une aide alimentaire.

Résultats

19. Les principaux résultats seront les suivants:
- un *Atlas de la nutrition et de la sécurité alimentaire* pour la région andine, l'Amérique centrale, les Caraïbes et l'Amérique du Sud;
 - des études sous-régionales sur le coût de la faim et d'autres études sur la nutrition;
 - des études d'évaluation de l'impact des programmes de santé maternelle et infantile fondés sur l'apport d'une aide alimentaire, et ce pour chaque sous-région;
 - des activités de plaidoyer accrues pour un meilleur appui à l'élaboration de politiques nationales de lutte contre la faim et la malnutrition;
 - une formation du personnel aux méthodes de ciblage, d'évaluation de l'impact et à des pratiques transparentes en matière de gestion alimentaire;
 - la mise en place d'un système d'information sur la faim et la nutrition, auquel auront accès les gouvernements et autres partenaires, recensant les meilleures pratiques actuellement en usage, et indiquant les institutions qui les utilisent;
 - la mise en place d'un réseau pour promouvoir la lutte contre la faim et améliorer l'efficacité des programmes de protection sociale fondés sur l'apport d'une aide alimentaire.

STRATEGIE DU PROJET

Stratégie d'exécution

20. Le PAM tirera profit de son expérience dans le domaine de la lutte contre la faim pour mettre en place une base de données qui lui servira, i) à faire en sorte que la question du coût de la faim et de la malnutrition figure parmi les points prioritaires des ordres du jour



politiques, ii) démontrer qu'il existe des solutions bon marché pour traiter le problème de la malnutrition et iii) à encourager et favoriser le dialogue, à recueillir des informations sur les meilleures pratiques afin d'exercer une influence sur l'élaboration des politiques et des programmes. Le PAM entend faciliter le lancement d'un processus permettant aux pays de l'ALC de renforcer leurs programmes nationaux de protection sociale fondés sur l'apport d'une aide alimentaire afin de lutter contre la faim et la malnutrition.

21. Les principales composantes du projet sont les suivantes:
 - **contribuer à l'élaboration de principes d'action:** son but est d'améliorer les connaissances sur la faim et la malnutrition afin de renforcer l'efficacité des activités de plaidoyer, l'élaboration de politiques nationales et la mise en œuvre des programmes de protection sociale fondés sur l'apport d'une aide alimentaire;
 - **apporter une assistance technique à l'appui des programmes sociaux gouvernementaux:** il s'agit de renforcer la capacité des gouvernements de cibler et gérer leurs programmes de protection sociale fondés sur l'apport d'une aide alimentaire, et à en démontrer les effets;
 - **partager l'information et établir des réseaux:** cette activité a pour but de renforcer la capacité d'établissement de réseaux et d'encourager l'adoption de stratégies concertées afin de faciliter l'échange d'informations et de renforcer les programmes de protection sociale fondés sur l'apport d'une aide alimentaire.
22. Les activités susmentionnées seront entreprises i) dans la région andine, laquelle regroupe la Bolivie, la Colombie, l'Équateur, le Pérou et le Venezuela, ii) en Amérique centrale et au Mexique, iii) dans les Caraïbes, iv) dans les autres pays d'Amérique du Sud. Le projet sera mis en œuvre région par région: d'abord l'Amérique centrale, puis les Andes, les Caraïbes et enfin l'Amérique du Sud.
23. Les bureaux de pays du PAM seront impliqués dans la planification, la conception et la réalisation de ces activités. Dans les pays où le PAM n'a pas de présence permanente, des partenaires seront identifiés sur la base des mémorandums d'accord régionaux du Bureau régional pour l'Amérique latine et les Caraïbes (ODPC).
24. Les responsables du projet collaboreront avec les gouvernements pour contribuer à améliorer et à élargir les programmes de protection sociale fondés sur l'apport d'une aide alimentaire, témoins de leur engagement accru dans la lutte contre la faim. Les ressources affectées au projet seront complétées par des contributions en services telles que du personnel et des données fournies par les gouvernements des pays de l'ALC. Toutes ces ressources permettront d'en trouver d'autres encore pour financer les études par pays, les consultations et l'élargissement des programmes fondés sur l'apport d'une aide alimentaire. Initialement, le projet comprendra la fourniture d'une assistance technique pour la rédaction des propositions et l'établissement de relations avec les donateurs en vue d'obtenir des fonds.
25. Le projet bénéficie de liens de coopération établis de longue date dans les domaines de la Priorité stratégique 5 (SP) (aider les gouvernements à établir et gérer des programmes nationaux d'aide alimentaire), des filets de sécurité alimentaires, de la nutrition et de la gestion axée sur les résultats⁵. Il est conçu de manière à venir compléter l'action d'ODPC

⁵ Ce projet s'inscrit dans le prolongement de trois documents récents du PAM sur les questions de politique générale approuvés par le Conseil: "Le PAM et les filets de sécurité appuyés par une aide alimentaire: concepts, expériences et programmes possible à l'avenir" (WFP/EB.3/2004/4-A), "Renforcement des capacités nationales et régionales" (WFP/EB.3/2004/4-B) et "Cadre de financement relatif à la mise en œuvre de la priorité stratégique 5" (WFP/EB.1/2005/5-A).



en matière de préparation aux situations d'urgence et de lutte contre l'avitaminose et autres carences en éléments micronutritifs, problèmes qui seront traités ultérieurement au titre d'activités séparées. Le projet bénéficiera des investissements du PAM dans les nouvelles technologies de l'information telles que la vidéoconférence, qu'il compte utiliser le plus possible pour des activités telles que l'apprentissage à distance. Les bureaux de pays ont entamé plusieurs activités de renforcement des capacités, en particulier en matière de suivi et d'ACV; le projet tirera profit de ces activités, de même que de l'expérience du PAM, pour brasser les idées et comparer les données d'expérience aux niveaux du terrain et du siège.

ACTIVITES DU PROJET

L'information à l'appui des programmes politiques

26. Les responsables du projet travailleront aux niveaux régional et national pour consolider et accroître l'information sur la faim et la malnutrition, en profitant pour ce faire des ACV, des analyses de la Banque mondiale sur la pauvreté, des évaluations de la nutrition effectuées par les pays et des études réalisées par des institutions telles que la Banque interaméricaine de développement (BID), l'Institut de technologie nutritionnelle et alimentaire (INTA) et l'Institut international de recherche sur les politiques alimentaires (IFPRI). Trois activités principales seront lancées pour améliorer la compréhension du profil des populations touchées par la faim et la malnutrition, pour déterminer où elles se trouvent, quelles sont les causes de cette faim, et quel est le coût financier et économique de la non résolution de tels problèmes. Les résultats ainsi obtenus seront incorporés dans une base de données régionale accessible à tous les spécialistes de ce domaine et utilisés pour renforcer la mise en œuvre des politiques et programmes fondés sur l'apport d'une aide alimentaire.

⇒ *Atlas de la nutrition et de la sécurité alimentaire en Amérique latine et dans ses sous-régions*

27. Les responsables du projet collaboreront avec des institutions régionales spécialisées, l'Université Tufts et les chargés de la coordination ACV pour analyser la faim, la malnutrition, l'insécurité alimentaire et l'insécurité des moyens de subsistance au niveau sous-régional. L'analyse approfondie du problème de la faim permettra de: i) identifier les populations souffrant de malnutrition et les régions les plus exposées à la faim et à la malnutrition; ii) mettre en lumière les causes de la faim et de la malnutrition; iii) mieux connaître le problème de la malnutrition parmi les groupes touchés par le VIH/sida; iv) dresser le profil des moyens de subsistance des groupes vulnérables. L'*Atlas de la nutrition et de la sécurité alimentaire* sera réalisé sur la base des informations déjà existantes, des recensements effectués par les gouvernements, des enquêtes sur la nutrition, des cartes de la pauvreté et des études ACV. Un certain nombre d'indices pondérés seront mis au point, fondés sur: i) la disponibilité des vivres et leur accessibilité économique; ii) la malnutrition chronique; iii) l'insuffisance pondérale; et iv) les inégalités et la discrimination; v) l'accès aux moyens de subsistance; et vi) l'hygiène et la santé. L'*Atlas* constituera une première étape pour passer de l'analyse à l'action et réorienter les programmes existants afin de satisfaire les besoins des populations souffrant de malnutrition et d'insécurité alimentaire.



28. Le projet permettra d'établir des liens méthodologiques avec les stratégies visant la sécurité des moyens de subsistance, et ce faisant, de trouver les méthodes nécessaires pour élargir le champ d'application des analyses en cours sur la pauvreté et les transformer en analyses multidimensionnelles de la faim et de la malnutrition. Les Engagements renforcés du PAM en faveur des femmes seront pris en compte pour établir la ventilation des données par sexe et âge. Des études permettront de déterminer si les femmes, et en particulier les femmes indigènes, sont davantage exposées à la malnutrition, et dans l'affirmative, d'en connaître la raison; elles aideront aussi à comprendre le rôle que jouent les femmes dans les activités visant à garantir la sécurité alimentaire à leur famille.

⇒ *Le coût de l'étude sur la faim*

29. Les coûts de la malnutrition sont énormes pour les ménages qui en sont victimes et pour les économies nationales. Pour le produit intérieur brut (PIB), la perte est importante: l'Agence des États-Unis pour le développement international (USAID) la chiffre à 2,6 milliards de dollars par an; l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) l'estime pour sa part à 6 milliards de dollars. La faim et la malnutrition sont des problèmes politiques que l'on pourrait résoudre pour un coût infime en regard du prix payé pour les ignorer. En investissant dans la nutrition, la lutte contre la faim pourrait engranger des bénéfices substantiels pour un coût raisonnable.
30. Les études sous-régionales ont pour but de mieux comprendre la dynamique existant entre l'apport de macro et micronutriments et la croissance économique. Les avantages économiques et financiers des interventions visant à lutter contre la malnutrition en termes à la fois quantitatifs et qualitatifs vont justifier une analyse du rapport coût/efficacité des solutions possibles en matière d'investissement social. Une analyse comparative évaluera le coût social du *statu quo*, autrement dit de l'option consistant à laisser 53 millions de personnes continuer de vivre avec les effets de la malnutrition. L'un des résultats les plus importants de ces études sera une meilleure compréhension du bénéfice social de certains investissements publics, et notamment une comparaison entre les transferts alimentaires et les transferts financiers, dont le résultat constituera un solide argument en faveur d'une augmentation du financement des programmes de protection sociale fondés sur l'apport d'une aide alimentaire. L'étude comprendra une analyse des coûts réels et des coûts d'opportunité, prenant en considération les effets à court et à long termes de la malnutrition, ainsi que les avantages à court et à long termes des mesures de lutte contre ce fléau.
31. Avec l'appui du PAM, la CEPALC a mis au point un modèle et une méthodologie économiques qui sont testés au Pérou et au Chili. Le modèle permettra de réaliser une étude empirique du coût de la malnutrition, ventilé en fonction des différentes catégories de population —femmes, enfants et groupes indigènes. Il est basé sur des indicateurs permettant de tester: i) les effets de la malnutrition chronique et globale sur la productivité économique; ii) les coûts sociaux associés à l'augmentation des coûts de la santé publique; et iii) l'inefficacité des systèmes d'éducation. Il intégrera des indicateurs d'ajustement par rapport à l'invalidité, en fonction de l'âge. Il fournira aux spécialistes du secteur social des indicateurs leur permettant de mesurer les avantages attendus des programmes de protection sociale fondés sur l'apport d'une aide alimentaire.



⇒ *Activités de plaidoyer et appui aux politiques*

32. Les politiques alimentaires et nutritionnelles sont des soutiens essentiels pour les programmes fondés sur l'apport d'une aide alimentaire; les décideurs seront encouragés à adopter un point de vue à long terme et à favoriser l'implication du secteur public, du secteur privé et de la société civile. Les politiques alimentaires et nutritionnelles ne sauraient être élaborées de façon isolée: elles doivent être incorporées dans les politiques de lutte contre la pauvreté, les politiques de production et les politiques commerciales, et ce dans une perspective à long terme. Les activités de plaidoyer seront utilisées comme levier pour assurer que les politiques alimentaires et nutritionnelles sont bien reflétées au niveau sous-national et qu'elles s'appuient sur la législation nationale.
33. Pour faciliter l'élaboration des politiques, et accroître, aussi bien au niveau régional qu'au niveau des pays, la prise de conscience des problèmes de la faim et de la nutrition, le projet:
- intégrera les résultats des études de coûts et de *l'Atlas de la sécurité alimentaire et de la nutrition* dans les campagnes de promotion, les consultations, les séminaires et la formation;
 - participera au processus d'élaboration de documents stratégiques pour la réduction de la pauvreté et d'approches sectorielles globales en fonction du rôle du PAM dans tel ou tel pays ou sous-région;
 - comprendra un examen des politiques adoptées dans cinq pays et identifiera les lacunes existantes ainsi que les possibilités d'intégrer la faim et la nutrition dans l'élaboration des politiques et dans les cadres juridiques;
 - prévoira l'organisation de séminaires régionaux et sous-régionaux sur les politiques de lutte contre la faim et la malnutrition.

Assistance technique pour soutenir la mise en œuvre des programmes

34. Conformément aux orientations stratégiques du PAM dans les pays de l'ALC et à la lumière de l'expérience acquise par le Programme dans le cadre de sa collaboration avec les gouvernements, en particulier en Équateur, au Honduras et au Pérou, où le PAM fournit déjà une assistance technique, les responsables du projet coopéreront avec les gouvernements pour renforcer les capacités de soutien aux programmes de protection sociale fondés sur l'apport d'une aide alimentaire, plus particulièrement dans les domaines du ciblage, de la gestion des vivres et de l'analyse de l'impact.

⇒ *Assistance technique pour faciliter le ciblage et la gestion des vivres*

35. Sont prioritaires les programmes de protection sociale qui concernent la nutrition, l'éducation, les interventions nationales intégrées de lutte contre le VIH/sida, de même que les programmes intégrés de nutrition sexospécifiques, qui ont pour but de lutter contre la malnutrition chez les enfants, en particulier ceux âgés de six à 24 mois, et les programmes de protection sociale à appliquer en situation d'urgence. Des consultations avec les gouvernements ont permis de déterminer le rôle que jouera le PAM pour l'appui au ciblage et à la gestion de la chaîne d'approvisionnement.
36. L'avantage comparatif du PAM tient au fait qu'il aide les gouvernements à affiner leurs méthodes de ciblage afin d'appliquer des méthodes géographiques au ciblage des groupes vulnérables, l'objectif recherché étant d'aider les personnes qui en ont le plus besoin. En effet, les personnes qui appartiennent aux couches les plus pauvres n'ont souvent pas accès



aux programmes fondés sur l'apport d'une aide alimentaire, dont un grand nombre ne sont pas conçus pour répondre aux besoins des enfants en bas âge.

37. L'appui technique à la gestion des vivres sera fonction du pays et des besoins. Il portera sur le stockage, la distribution, les achats locaux et la nécessité de faire preuve de transparence, y compris dans la gestion des données pour les opérations relatives à la chaîne d'approvisionnement. Des accords de coopération pourront être établis dans le domaine de l'assistance technique suivant le modèle de ceux élaborés par le PAM en Équateur et au Honduras. Le PAM encouragera et favorisera l'établissement de normes pour les programmes fondés sur l'apport d'une aide alimentaire en organisant des ateliers de travail aux niveaux régional, national et sous-national.
38. Bien que les gouvernements aient accomplis des progrès en la matière, le projet permettra d'identifier les domaines prioritaires, en collaboration avec les interlocuteurs gouvernementaux et les bureaux de pays. En tirant les leçons de l'expérience acquise dans la région et en s'appuyant sur les liens de coopération Sud-Sud, le projet:
 - permettra de déterminer quelles sont les possibilités d'assistance technique dans chaque sous-région et dans chaque pays où les gouvernements ont exprimé l'intérêt de collaborer avec le PAM;
 - permettra d'identifier les fournisseurs d'une assistance technique dans le cadre de la coopération Sud-Sud, susceptibles d'apporter un soutien au projet;
 - comprendra un examen du rôle du PAM et de son avantage comparatif dans les activités d'appui aux programmes de santé maternelle et infantile, et aux autres programmes gouvernementaux fondés sur l'apport d'une aide alimentaire;
 - facilitera la mise au point d'une assistance technique adaptée à chaque pays;
 - comprendra l'organisation d'ateliers de travail et de cours de formation aux niveaux régional, national et sous-national;
 - encouragera l'élaboration de politiques nationales de lutte contre la faim et la malnutrition, et y contribuera;
 - impliquera une collaboration avec des partenaires pour mieux faire connaître et mieux financer les programmes fondés sur l'apport d'une aide alimentaire, y compris la rédaction de propositions ayant pour but d'obtenir des ressources nécessaires à la protection sociale fondée sur l'apport d'une aide alimentaire.

⇒ *Évaluation de l'impact*

39. Les autres aspects principaux de l'assistance technique sont l'évaluation de l'impact et l'application de la gestion axée sur les résultats à la conception et à la mise en œuvre des programmes sociaux. L'expérience du PAM, de la Banque mondiale et des organismes d'aide sera précieuse pour l'application de modèles logiques, le suivi systématique et les évaluations des résultats et de l'impact destinées à accroître et à prouver l'efficacité des programmes.
40. Les évaluations d'impact sont essentielles pour les décideurs, dans la mesure où elles leur permettent d'obtenir des informations récentes sur les choix opérés entre les différentes options de programme possibles, et de faire des comparaisons quant à l'efficacité, l'efficacité et les moyens de mise en œuvre des différents programmes.



41. En collaboration avec leurs homologues gouvernementaux, le personnel du projet:
- examinera les meilleures pratiques existantes en matière d'évaluation de l'impact des programmes de protection sociale fondés sur l'apport d'une aide alimentaire;
 - identifiera les lacunes et insuffisances des méthodes d'évaluation d'impact actuellement utilisées;
 - examinera les méthodologies adaptées aux différents types de programmes fondés sur l'apport d'une aide alimentaire, en prenant en compte les approches et méthodes sexospécifiques qui permettent de mesurer l'impact sur les groupes-cibles tels que les femmes, les enfants et les populations indigènes;
 - mettra au point des modules de formation à l'intention des spécialistes gouvernementaux de la gestion axée sur les résultats et de l'évaluation d'impact;
 - procédera à des évaluations de l'impact de certains programmes présélectionnés, collectera des données de référence et d'évaluation relatives aux bénéficiaires des programmes sociaux;
 - encouragera et favorisera l'intégration des résultats de l'évaluation d'impact dans l'élaboration des politiques grâce à des activités de plaidoyer et des débats sur les meilleures pratiques, sur les résultats obtenus et sur les capacités de mise en œuvre.
42. Après avoir procédé à l'examen des meilleures pratiques utilisées, le PAM établira des partenariats avec des institutions spécialisées et coordonnera les évaluations d'impact des programmes dans les quatre sous-régions. Des études de cas seront réalisées sur les évaluations d'impact des programmes de santé maternelle et infantile dans la région andine et les pays d'Amérique centrale.

Partage de l'information et réseaux

43. L'importance du partage des connaissances a été récemment démontrée dans le cadre des activités de la Banque mondiale et des principaux organismes d'aide. Les principes du renforcement des capacités aux niveaux national et régional⁶ impliquent, entre autres, la mise sur pied d'un système de gestion des connaissances permettant aux gouvernements, aux institutions, aux organisations non gouvernementales (ONG) et à la société civile de partager les capacités existantes et de s'adapter aux changements. Il existe déjà diverses bases de données dans la région, au nombre desquels Dev-Info, le Système d'information et de cartographie sur l'insécurité alimentaire et la vulnérabilité (SICIAV), le Système de surveillance épidémiologique, alimentaire et nutritionnelle (SISVAN) et le Système d'alerte rapide en cas de famine en Mésio-Amérique (MFEWS), mais on n'a pas encore systématiquement compilé de données sur la faim et la malnutrition dans les pays de l'ALC. Le projet apportera un soutien aux analyses interinstitutions de la sécurité alimentaire, la faim et la malnutrition, et bénéficiera lui-même de ces analyses. Il mettra systématiquement ces informations à la disposition de l'ensemble des spécialistes.

⇒ *Système d'information sur la faim et la malnutrition*

44. En mettant l'accent sur les échanges d'informations et le dialogue Sud-Sud, le système d'information sur la faim et la malnutrition: i) contribuera à la constitution de communautés de pratique; ii) mettra sur pied une base de données en ligne; iii) fournira des

⁶ WFP/EB.3/2004/4-B, "Renforcement des capacités nationales et régionales", p.3.



services de conseil et publiera un annuaire des spécialistes de ce domaine; et iv) constituera un espace de dialogue pour les professionnels. Il comprendra:

- une base de données interactives sur la faim et la nutrition, y compris des corrélations avec la fréquence du VIH/sida et des données ventilées par sexe;
- un annuaire des spécialistes et un répertoire des meilleures pratiques en matière de programmes sociaux fondés sur l'apport d'une aide alimentaire;
- une bibliothèque spécialisée dans l'alimentation et la nutrition;
- un calendrier régional des sommets, séminaires, ateliers de travail et visites en relation avec la nutrition et la faim.

⇒ *Établissement de réseaux*

45. En créant une communauté virtuelle, le projet permettra un partage de connaissances et d'expériences, qu'il facilitera par l'organisation de séminaires et de réunions dans les sous-régions. Le PAM mettra sur pied des consultations régionales sur la faim et organisera trois réunions sous-régionales afin de discuter des problèmes de la faim et des questions techniques relatives à l'amélioration de l'efficacité des programmes sociaux fondés sur l'apport d'une aide alimentaire. Des consultations annuelles du réseau auront lieu dans chaque sous-région; elles seront organisées à l'intention des spécialistes, pour les aider à établir des calendriers de travail conjoints, à discuter des différentes façons de résoudre les problèmes et à déterminer les besoins en matière de renforcement des capacités.

MISE EN ŒUVRE DU PROJET

46. Une équipe permanente chargée du projet sera créée au sein du bureau régional. Elle sera supervisée par le directeur régional. Le projet sera mis en œuvre en collaboration avec le personnel technique du bureau de pays, notamment les spécialistes de l'ACV, des politiques, de la gestion axée sur les résultats et de la gestion de la chaîne d'approvisionnement. L'appui technique apporté par le PAM constituera un complément aux qualifications indispensables et évitera de trop faire appel à des consultants extérieurs.
47. Les tâches du directeur de projet consisteront entre autres à identifier, sélectionner et gérer les consultants. L'équipe préparera des propositions de services techniques et s'assurera que les produits et les services sont de bonne qualité et permettent d'atteindre les objectifs du projet.
48. L'équipe permanente chargée du projet comprendra des spécialistes en nutrition, en informatique/Système d'information géographique et en sécurité alimentaire/moyens de subsistance, un spécialiste auxiliaire de l'information et deux assistants. Elle bénéficiera du soutien de consultants, dont des spécialistes de la gestion axée sur les résultats, des politiques alimentaires, du VIH/sida, de la problématique hommes-femmes et de la formation. Le projet s'inspirera de l'expérience et s'appuiera sur les réseaux des bureaux de pays, qui veilleront à faire en sorte qu'il soit déterminé par la demande et promeuve le dialogue avec les interlocuteurs gouvernementaux.
49. Le projet ne prévoyant pas d'activité de distribution de vivres, aucun coût d'appui direct n'est inscrit au budget opérationnel. Les coûts d'appui indirects représentent 51 pour cent des coûts du projet, et les autres coûts opérationnels directs 49 pour cent.



Partenariats

50. Le PAM travaillera en collaboration avec le Fonds mondial pour l'enfance (UNICEF), la FAO, la CEPALC, l'Organisation mondiale de la santé (OMS), la Banque mondiale, la BID et un certain nombre de partenaires non traditionnels; il coordonnera son action avec celle menée aux niveaux régional et sous-régional par des institutions telles que l'Institut de nutrition de l'Amérique centrale et du Panama (INCAP) en Amérique centrale et l'Institut de technologie nutritionnelle et alimentaire (INTA) au Chili.
51. Le Programme coopérera avec les réseaux régionaux déjà en place, au nombre desquels le Réseau latino-américain d'alimentation scolaire (LA-RAE), nouvellement créé au Chili; il coordonnera ses activités avec le Groupe consultatif international sur la vitamine A, le Groupe international sur l'anémie nutritionnelle et le Forum latino-américain de la nutrition. Il collaborera avec des acteurs de l'aide au développement pour fournir une assistance technique dans le cadre d'interventions d'aide nutritionnelle dans les pays de l'ALC, par exemple avec le Centre pour le contrôle et la prévention des maladies.
52. ODPIC a créé avec la CEPALC un Comité directeur chargé d'apporter un soutien technique et de politique générale aux activités du projet. Ce Comité comprend des représentants de la Banque mondiale, de la BID, de l'Équipe spéciale du Projet Objectif du Millénaire sur la faim, de l'Université Tufts, du Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF), de l'INCAP, de l'IFPRI et de l'Organisation panaméricaine de la santé. Il regroupera les parties prenantes et devra trouver des ressources pour financer le soutien aux programmes de lutte contre la faim.
53. Le projet doit vraiment apporter quelque chose de nouveau: il comprend donc un important élément d'ouverture à des moyens non traditionnels de financement et de promotion. Une action sera engagée en vue d'inclure le secteur privé, les ONG internationales et locales et la société civile. Plus le soutien sera large, plus seront importants les engagements financiers et politiques en faveur d'un renforcement et d'un plus grand développement des programmes sociaux fondés sur l'apport d'une aide alimentaire.

Avantages et bénéficiaires

54. Le projet implique pour le PAM une nouvelle approche qui met l'accent sur l'assistance technique, la constitution de réseaux et la gestion des connaissances. Le transfert des capacités au gouvernement présente des avantages directs et indirects difficiles à mesurer, notamment pour les personnes aidées par les programmes fondés sur l'apport d'une aide alimentaire. La production et l'échange d'informations peuvent avoir des effets multiplicateurs de grande ampleur.
55. Les bénéficiaires sont les fonctionnaires concernés et les décideurs politiques, qui tireront avantage d'un renforcement des capacités techniques, de même que les établissements d'enseignement, les ONG et d'autres partenaires encore, qui pourront participer aux réunions régionales et sous-régionales sur la faim. Tous auront un meilleur accès à l'information sur la faim et la malnutrition.
56. Les avantages du programme sont les suivants:
 - compilation, classement et mise à jour des informations sur la faim et la nutrition;
 - informations sur les causes premières de la faim, identification des zones géographiques concernées et établissement de profils détaillés des groupes vulnérables; mise à disposition de ces informations pour l'élaboration des politiques, la mise en œuvre des programmes et les activités de plaidoyer;



- renforcement de la capacité nationale d'exécuter des programmes alimentaires plus efficaces;
- renforcement de la capacité d'intégrer les stratégies visant l'amélioration de la sécurité alimentaire, à la lutte contre le VIH/sida menée au niveau national;
- établissement d'un réseau facilitant les échanges d'informations et de données d'expérience;
- renforcement des capacités du personnel et des institutions gouvernementales par une formation et la participation à des consultations;
- information des gouvernements et des donateurs quant aux meilleures pratiques et à l'analyse d'impact, leur permettant ainsi de prendre des décisions en toute connaissance de cause, de mieux affecter les ressources et d'élaborer des politiques plus efficaces.

SUIVI ET EVALUATION

57. Le projet, conçu dans le cadre de la Priorité stratégique 5, comportera un volet de suivi et de notification des progrès accomplis en matière de gestion axée sur les résultats. Le cadre logique permet de connaître les indicateurs d'impact, d'effet et de produit à inclure dans le système de suivi utilisé pour mesurer les résultats à la fin du projet. Celui-ci fera l'objet d'un examen à mi-parcours qui vérifiera que les résultats attendus ont été obtenus dans les limites du budget et du calendrier proposés. À la fin du projet, une autoévaluation devrait permettre d'examiner les résultats au regard de la Priorité stratégique 5 et du rôle du PAM en matière de renforcement des capacités.

RISQUES

58. Les risques associés au projet dépendent de la volonté politique des gouvernements des pays de l'ALC de résoudre le problème de la faim et de la malnutrition et de le faire figurer à leur ordre du jour politique.

COORDINATION ET CONSULTATION

59. Le PAM assurera la coordination avec les Nations Unies et d'autres processus régionaux de consultation, tant au niveau des pays qu'au niveau régional. Le projet bénéficiera des engagements actuels Plan cadre des Nations Unies pour l'aide au développement (UNDAF)/Bilan commun de pays et continuera d'apporter un soutien aux activités de suivi des progrès accomplis dans la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement. La coopération actuelle avec la CEPALC sera maintenue et étendue à ses partenaires.
60. Le PAM continuera d'apporter un soutien aux sommets et consultations régionaux et à plaider en faveur de l'inscription de la faim et de la malnutrition dans les ordres du jour politiques; par exemple il accueillera en mai 2005, avec le gouvernement du Panama, une consultation technique qui aura lieu en même temps que le Quatrième Sommet des chefs d'État pour les pays associés aux États de la région des Caraïbes. Le PAM continuera également de collaborer avec le Secrétariat permanent du Traité général d'intégration économique de l'Amérique centrale (SIECA), le Système économique latino-américain



(SELA), la Communauté andine, la Communauté des Caraïbes (CARICOM) et l'Organisation de coopération économique Asie-Pacifique (APEC).

RECOMMANDATION

61. Il est recommandé au Conseil d'administration d'approuver le projet dans les limites du budget présenté en détail en annexes I et II.



ANNEXE I

VENTILATION DES COÛTS DU PROJET* AUTRES COD (dollars)	
Dépenses de personnel et dépenses associées au personnel	
Consultants internationaux (y compris les voyages)	1 406 410
Consultants nationaux	373 660
Assistance temporaire	82 160
Formation du personnel autre que celui du PAM	1 023 910
Voyages	518 660
Total partiel	3 404 800
Équipements de télécommunication/informatique	126 000
Total partiel	126 000
TOTAL AUTRES COD	3 530 800

* Le montant des CAI est de 501 261 dollars.



ANNEXE II

APPUI DIRECT NÉCESSAIRE (dollars)	
Personnel	
Administrateurs internationaux	2 015 000
Cadres nationaux	229 520
Personnel national de la catégorie des services généraux	192 440
Consultants internationaux	70 000
Frais de voyage du personnel envoyé en mission	416 000
Total partiel	2 922 960
Dépenses de bureau et autres dépenses récurrentes	
Location des locaux	77 540
Services collectifs	107 710
Fournitures de bureau	61 920
Services de communication et services informatiques	30 960
Assurances	32 050
Réparation et entretien du matériel	21 525
Entretien et coûts d'exploitation des véhicules	10 350
Autres dépenses de bureau	224 060
Total partiel	566 115
Matériel et autres frais fixes	
Mobilier, outils et matériel	50 000
Véhicules	18 000
Matériel de télécommunication et d'informatique	73 000
Total partiel	141 000
TOTAL COÛTS D'APPUI DIRECTS	3 630 075



ANNEXE III: PROJET DE DÉVELOPPEMENT — PROJET DE RENFORCEMENT DES CAPACITÉS DANS LA RÉGION DE L'AMÉRIQUE LATINE ET DES CARAÏBES 10411.0		
PS 5: Aider les gouvernements à mettre sur pied et gérer des programmes nationaux fondés sur l'apport d'une aide alimentaire		
Hiérarchie des résultats	Indicateurs de performance	Risques, hypothèses
Impact 1. Renforcer l'engagement du gouvernement et sa capacité à gérer des programmes de protection sociale fondés sur l'apport d'une aide alimentaire.	Indicateurs de l'impact 1.1 Pourcentage des investissements sociaux affectés à des programmes de protection sociale fondés sur l'apport d'une aide alimentaire.	Il est indispensable que les gouvernements aient la volonté politique de résoudre le problème de la faim et de la malnutrition dans les pays de l'Amérique latine et des Caraïbes.
Effets attendus	Indicateurs des effets attendus	
1. Prise de conscience et connaissance accrues du problème de la faim et de la malnutrition dans les pays d'Amérique latine et des Caraïbes.	1.1 Nombre de politiques fondées sur l'apport d'une aide alimentaire élaborées sur la base des résultats du projet. 1.2 Nombre de gouvernements ayant adopté des mesures de suivi après avoir pris connaissance des résultats des études sur la faim.	
2. Renforcement des capacités techniques en matière d'identification des besoins alimentaires, de mesure d'impact et de gestion des programmes de protection sociale fondés sur l'apport d'une aide alimentaire.	2.1 Pourcentage de programmes de protection sociale fondés sur l'apport d'une aide alimentaire incorporant des méthodes de ciblage améliorées. 2.2 Pourcentage de programmes de protection sociale fondés sur l'apport d'une aide alimentaire incorporant des évaluations d'impact. 2.3 Pourcentage de programmes de protection sociale fondés sur l'apport d'une aide alimentaire fournissant des vivres et des services dans les délais requis par la situation.	
3. Renforcement de la capacité de constitution de réseaux pour faciliter les échanges d'informations et la collaboration entre les pays, les institutions et les partenaires en matière de mise au point de programmes de protection sociale fondés sur l'apport d'une aide alimentaire.	3.1 Nombre de contacts pris avec des parties prenantes grâce au projet. 3.2 Nombre d'activités officiellement menées en coopération avec d'autres pays.	

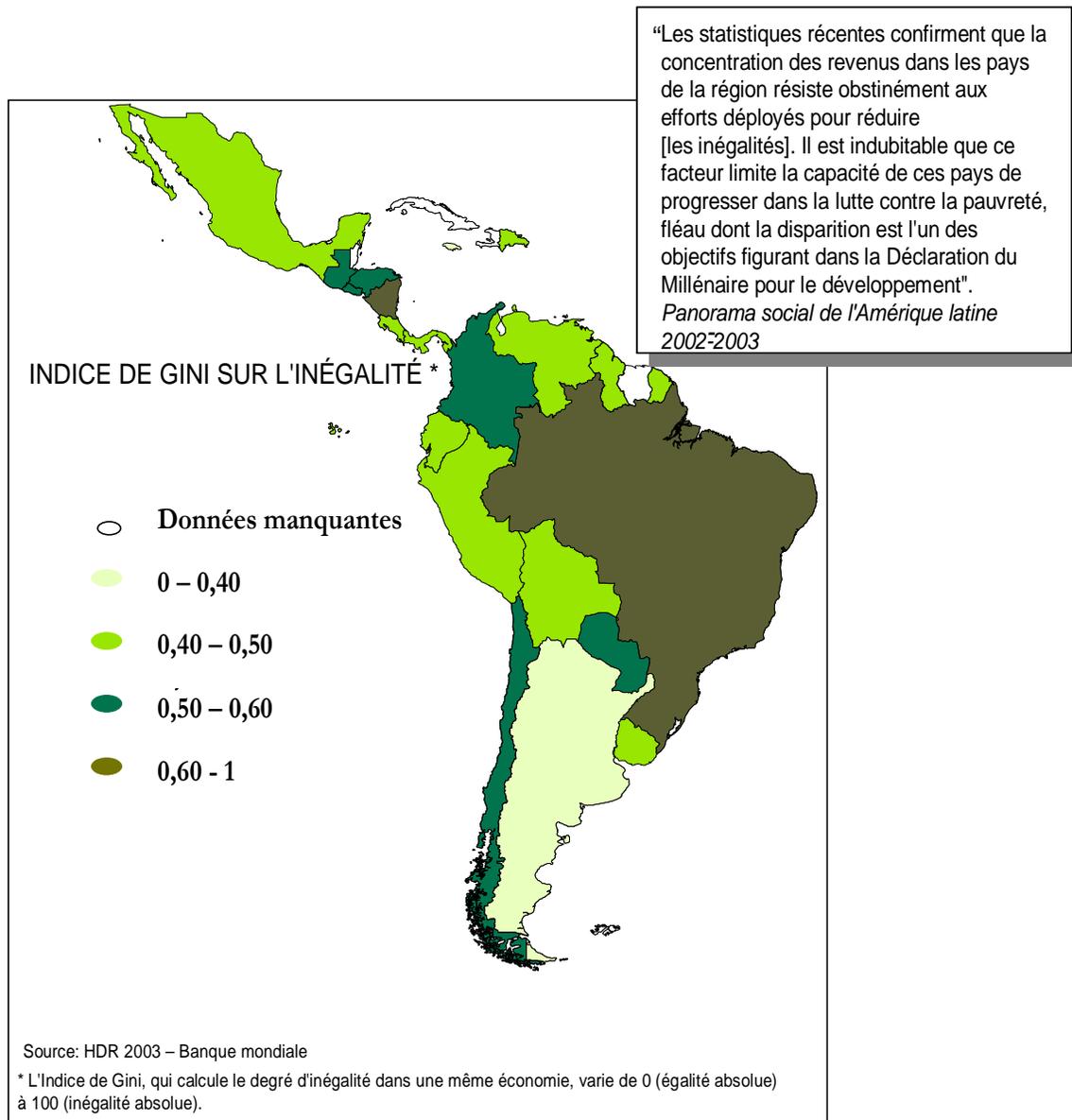


ANNEXE III: PROJET DE DÉVELOPPEMENT — PROJET DE RENFORCEMENT DES CAPACITÉS DANS LA RÉGION DE L'AMÉRIQUE LATINE ET DES CARAÏBES 10411.0		
PS 5: Aider les gouvernements à mettre sur pied et gérer des programmes nationaux fondés sur l'apport d'une aide alimentaire		
Hiérarchie des résultats	Indicateurs de performance	Risques, hypothèses
Résultats	Indicateurs des résultats obtenus	
<p>1.1 Un <i>Atlas de la nutrition et de la sécurité alimentaire</i> pour la région andine, l'Amérique centrale, les Caraïbes et les sous-régions de l'Amérique du Sud.</p> <p>1.2 Des études sous-régionales sur le coût de la faim et de la malnutrition.</p> <p>1.3 Des études d'évaluation de l'impact des programmes de protection sociale fondés sur l'apport d'une aide alimentaire.</p> <p>1.4 Des activités de plaidoyer et de soutien pour faciliter l'élaboration de la politique nationale de lutte contre la faim et la malnutrition.</p>	<p>1.1 <i>Atlas de la nutrition et de la sécurité alimentaire</i> pour la région andine, l'Amérique centrale, les Caraïbes et les sous-régions de l'Amérique du Sud.</p> <p>1.2 Quatre études sous-régionales sur le coût de la faim et de la malnutrition.</p> <p>1.3 Quatre études d'évaluation de l'impact des programmes en faveur de la santé maternelle et infantile, une par sous-région.</p> <p>1.4 Quatre consultations régionales, une par sous-région</p>	
<p>2.1 Un renforcement des capacités de gestion et de mise en œuvre des programmes de protection sociale fondés sur l'apport d'une aide alimentaire.</p>	<p>2.1 Nombre de cours de formation, séminaires et ateliers de travail techniques ayant pour but d'améliorer la gestion et la mise en œuvre des programmes de protection sociale fondés sur l'apport d'une aide alimentaire.</p> <p>2.2 Nombre de fonctionnaires nationaux formés dans le but de leur faire acquérir les compétences nécessaires pour contribuer à la mise en œuvre des programmes de protection sociale fondés sur l'apport d'une aide alimentaire.</p>	
<p>3.1 La mise sur pied d'un système d'information sur la faim et la malnutrition accessible aux gouvernements et aux partenaires.</p> <p>3.2 La constitution d'un réseau de plaidoyer en faveur de la lutte contre la faim dans les pays d'Amérique latine et des Caraïbes.</p>	<p>3.1 Mise en place d'un système d'information sur la faim et la nutrition mis à la disposition des gouvernements des pays de l'Amérique latine et des Caraïbes.</p> <p>3.2 Constitution d'un réseau destiné à faciliter l'organisation d'ateliers de travail, cours de formation et autres types de réunions, ainsi que le partage d'informations relatives à la nutrition et à la faim.</p>	



ANNEXE IV

Carte des indices d'inégalité dans la région des pays de l'ALC



Les appellations employées dans cette publication et la présentation des données qui y figurent n'impliquent de la part du Programme alimentaire mondial (PAM) aucune prise de position quant au statut juridique des pays, territoires, villes ou zones ou de leurs autorités, ni quant au tracé de leurs frontières ou limites.

LISTE DES SIGLES UTILISES DANS LE PRESENT DOCUMENT

ACV	Analyse de la cartographie et de la vulnérabilité
ALC	Pays de l'Amérique latine et des Caraïbes
Autres COD	Autres coûts opérationnels directs
BID	Banque interaméricaine de développement
CAI	Coûts d'appui directs
CEPALC	Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes
COD	Coûts opérationnels directs
FAO	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
IFPRI	Institut international de recherche sur les politiques alimentaires
INCAP	Institut de nutrition de l'Amérique centrale et du Panama
INTA	Institut de nutrition et de technologie alimentaire
ODPC	Bureau régional pour l'Amérique latine et les Caraïbes
OMD	Objectif du Millénaire pour le développement
ONG	Organisation non gouvernementale
PIB	Produit intérieur brut
SP	Priorité stratégique
UNDAF	Plan cadre des Nations Unies pour l'aide au développement
UNICEF	Fonds des Nations Unies pour l'enfance